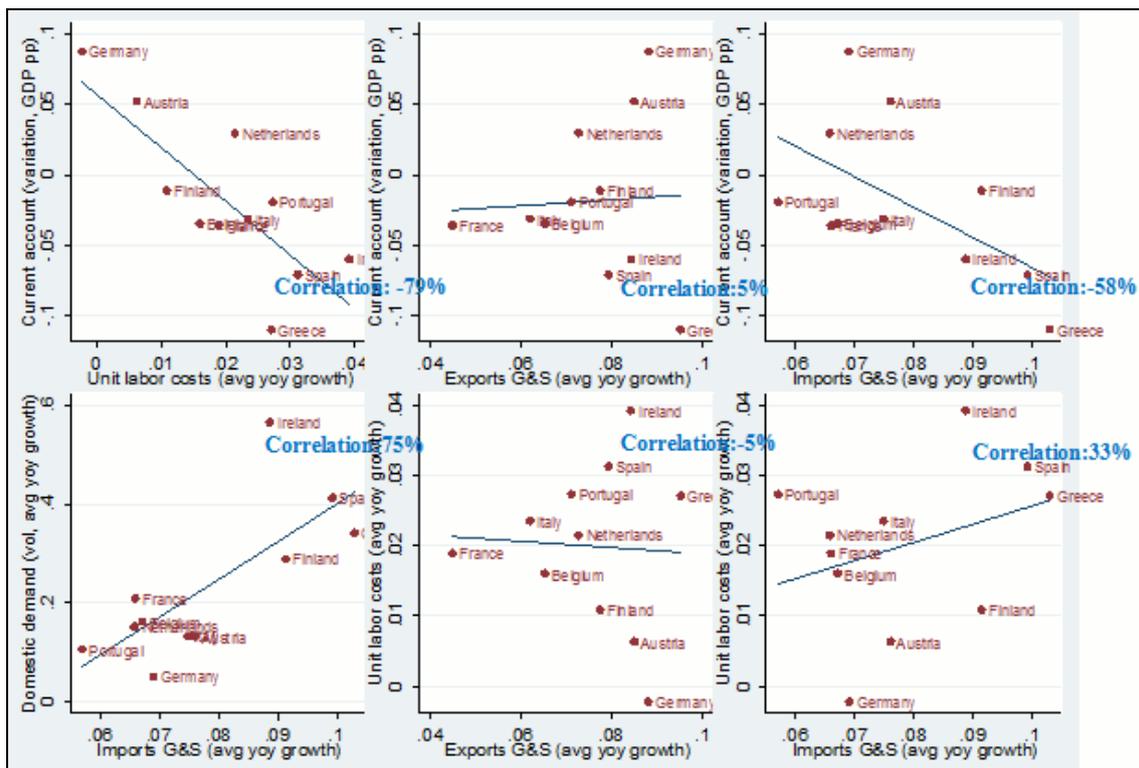


Scoop : l'Espagne est aussi compétitive que l'Allemagne

Gilles Raveaud, août 2012

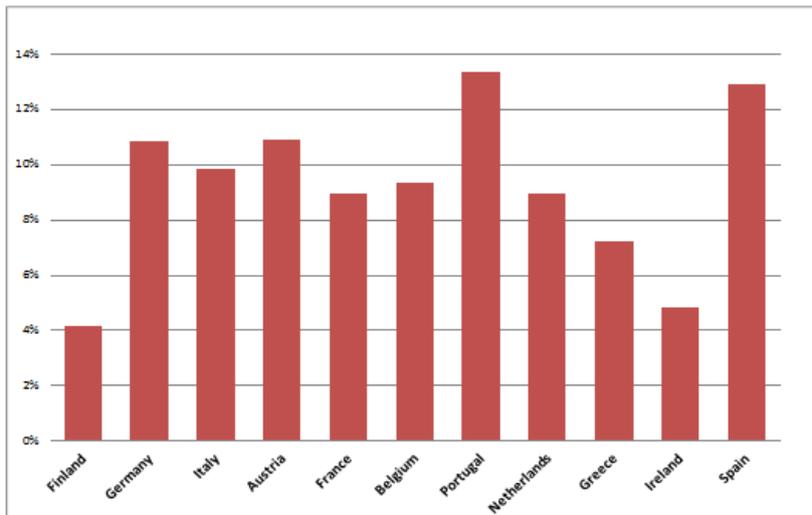
La crise de l'euro est généralement présentée comme résultant des écarts de compétitivité, entendus comme capacités à exporter, des pays. Cette explication, qui semble intuitive, est remise en cause par une récente étude qui montre que, avant la crise, les pays périphériques de la zone euro (Espagne, Portugal, Grèce, Irlande et Italie) ont eu des performances d'exportation similaires à celles de l'Allemagne ou de l'Autriche. Certes, le coût du travail a fortement divergé entre, par exemple, l'Espagne et l'Allemagne. Mais, comme le montrent [Guillaume Gaulier et ses co-auteurs](#), cela n'a pas pénalisé les exportations ibériques.

Pour le voir, il faut s'intéresser au graphique au milieu en bas ci-dessous [voir l'article original pour un graphique plus grand]. Sur ce cadran, on voit que, entre 1999 et 2007, l'Irlande (en haut) à un coût du travail très supérieur à celui de l'Allemagne (en bas). Mais, ce qui est remarquable, c'est que les deux pays ont connu une croissance tout à fait semblable de leurs exportations (c'est pour cela qu'ils sont alignés verticalement).

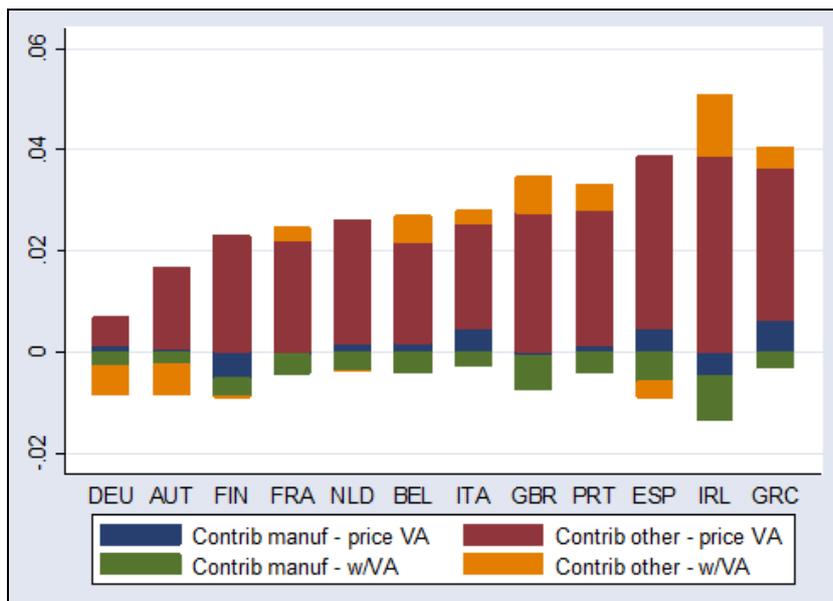


De façon générale, on constate qu'il n'y a pas de lien entre coût du travail et hausse des exportations : là où on s'attendait à une droite de corrélation nettement décroissante, on a une ligne à peu près horizontale. Surtout, on voit que les points sont éparpillés, ce qui montre l'absence de lien entre les deux variables. Ce résultat s'oppose, par exemple, à celui du cadran en haut à gauche, qui met en évidence le lien entre hausse des salaires et déficit commercial : dans les pays où les salaires ont fortement augmenté, les importations se sont accrues, ce qui a dégradé le solde du commerce extérieur.

Pour les auteurs de l'étude, la différence entre les pays de la périphérie et les pays fortement exportateurs nets comme l'Allemagne, l'Autriche et les Pays-Bas résulte principalement des différences de positionnement sectoriel et de destination géographique des exportations. Autrement dit, si l'Allemagne exporte beaucoup, c'est parce qu'elle vend dans des pays et des secteurs en forte croissance - et pas parce que son coût du travail est inférieur. De plus, les auteurs relèvent que les exportations portugaises et espagnoles sont celles qui ont connu la plus forte hausse au sein de l'UE en 2010-2011 :



Le coût du travail n'est donc pas le problème, même dans les pays périphériques. En effet, dans ces pays, la hausse des rémunérations a été la conséquence des afflux de capitaux en raison de la sécurité apportée par l'euro, qui protège les investisseurs des dévaluations de la peseta ou de la lire, comme ce fut le cas par le passé. Mais cette hausse des salaires a surtout concerné les secteurs de l'économie protégés de la concurrence internationale (commerce, services aux entreprises, construction, etc.) n'affectant pas la compétitivité des entreprises exportatrices.



Les colonnes mesurent la hausse du coût du travail entre 1999 et 2007. On voit que cette hausse est beaucoup plus forte, en Grèce, en Irlande ou en Espagne (à droite) qu'en Allemagne, Autriche ou Finlande (à gauche). Mais le résultat intéressant est que cette hausse est essentiellement due aux secteurs protégés, représentés en violet et en orange. A l'inverse, le secteur manufacturier, celui qui produit les biens exportés, représenté en bleu et vert, ne contribue que secondairement à la hausse du coût du travail. (Il permet même de le réduire dans certains pays, comme l'Irlande ou le Royaume-Uni).

Au total, notent les auteurs, "les entreprises exportatrices dans les pays de la périphérie sont suffisamment compétitives pour pouvoir répondre à une hausse de la demande extérieure". Deux conclusions se dégagent de cette analyse. Tout d'abord, puisque les entreprises des pays périphériques sont suffisamment compétitives, il est inutile d'infliger à leurs populations des réductions de salaires. Ensuite, puisque leurs exportations se dirigent majoritairement vers l'UE, il faut stimuler la demande intérieure en Europe. Bref, les travaux d'économistes convergent pour souligner l'absurdité des politiques actuelles. Pour une fois, on ne pourra pas les accuser de les avoir inspirées.